



BASTIEN OHIER/Hans Lucas/AFP via Getty Images

Palestine : Fabriqué en France ?

Pourquoi Emmanuel Macron parraine-t-il un terroriste tueur de Juifs ?

- Mihailo S. Zekic
- [26/11/2025](#)

Le président français Emmanuel Macron a accueilli le dirigeant de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas à Paris le 11 novembre. Abbas s'était déjà rendu dans ce pays, mais il s'agissait de sa première visite depuis que la France a reconnu la Palestine en tant qu'État souverain cette année. Macron a salué Abbas cette fois-ci en tant que « président de l'État de Palestine ».

Le président Macron a déclaré lors d'une conférence de presse que l'Autorité palestinienne pouvait « compter sur la France pour continuer à avancer sur le chemin que nous avons tracé ensemble », affirmant que cela « ouvrirait la porte à la paix et à l'établissement d'un État palestinien ».

PT_FR

Il a également annoncé la création d'« un comité conjoint pour la consolidation de l'État de Palestine. Ce comité travaillera sur tous les aspects juridiques, constitutionnels, institutionnels et organisationnels ». Ce processus « contribuerait à élaborer une nouvelle constitution, dont le projet m'a été présenté par le président Abbas ».

Macron a souligné le rôle d'artisan de la paix joué par Abbas et l'a remercié pour sa « condamnation sans équivoque de toutes les formes d'antisémitisme » et pour avoir « considérablement » condamné le terrorisme. « Je sais que je peux compter sur le président Abbas », a-t-il déclaré.

Contexte

L'Autorité palestinienne (AP) est l'institution quasi-gouvernementale qui contrôle une partie de la Cisjordanie. Elle a été créée à la suite des accords d'Oslo conclus dans les années 1990 entre Israël et les groupes terroristes palestiniens. Le reste de la Cisjordanie est sous le contrôle d'Israël à des degrés divers. L'AP est censée constituer la base du gouvernement d'un État palestinien indépendant et reconnu par Israël. L'AP a également gouverné Gaza, mais en 2007, le Hamas l'en a expulsée.

Lorsque la France, le Royaume-Uni, le Canada et d'autres pays occidentaux ont annoncé qu'ils reconnaissaient un État palestinien, ils faisaient référence au gouvernement d'Abbas, qui est distinct du Hamas. La faction politique d'Abbas, le Fatah, est le rival acharné du Hamas depuis des années. Contrairement au Hamas islamiste et djihadiste, le Fatah est socialiste et

laïc.

Les détracteurs du nouvel amour de l'Occident pour un État palestinien affirment que, puisque Israël n'a pas encore terminé la guerre contre le Hamas, commencée le 7 octobre 2023, la reconnaissance diplomatique d'un État palestinien est une récompense pour le terrorisme.

Si l'on fait abstraction du fait que l'AP n'est pas un État selon les critères généralement acceptés (voir notre article du mois d'août sur cette question), ne serait-ce pas « la bonne chose à faire » que de reconnaître l'AP en tant qu'État palestinien ? S'il existe un endroit appelé Palestine où vivent des gens qui s'appellent eux-mêmes Palestiniens et ne veulent pas faire partie d'Israël, ne devraient-ils pas être reconnus par la grande communauté internationale ?

Collaboration

Abbas n'appartient peut-être pas au Hamas et n'est peut-être pas originaire de Gaza, mais cela ne signifie pas qu'il n'a pas contribué à l'organisation du massacre du 7 octobre.

L'Autorité palestinienne a mis en place un système d'aide sociale surnommé par Israël « payer pour tuer ». Les familles des Palestiniens qui s'en prenaient aux Israéliens étaient payées. Cela serait offert quelles que soient les charges pesant sur le prisonnier. Parmi eux se trouvaient des terroristes condamnés, comme les membres du Hamas capturés à Gaza après le déclenchement de la guerre du 7 octobre. C'était la pratique habituelle pendant des années.

L'AP payait littéralement les salaires du Hamas.

Abbas a affirmé avoir mis fin à ce système plus tôt cette année et l'avoir remplacé par un système de bien-être différent. De toute évidence, l'Autorité palestinienne n'était pas pressée d'appliquer cette réforme. La pression exercée par les États-Unis et d'autres pays a conduit à cette décision récente. Lors de sa rencontre avec Macron, Mahmoud Abbas aurait « assuré que plus aucun paiement ne serait effectué dans le cadre de ce [vieux] système. » Si le système n'avait pas été actif pendant des mois, pourquoi Mahmoud Abbas aurait-il dû prêter des clarifications ?

L'AP est également responsable du tristement célèbre système éducatif de Gaza qui encourage les enfants à devenir des terroristes et à tuer des Juifs. Pendant des années, les manuels palestiniens ont appris aux enfants d'âge scolaire, dans des matières telles que la langue et les études religieuses, qu'il n'y a pas d'objectif plus digne que le martyre contre les Israéliens. Les écoles de Gaza administraient ce programme, mais l'Autorité palestinienne en était souvent l'auteure. (Pour plus d'informations, consultez notre article à ce sujet.)

Abbas et le Fatah n'ont peut-être pas été les principaux instigateurs de ce qui s'est passé en 2023, mais ils sont tout aussi responsables du conditionnement de Gaza au lancement du massacre que le Hamas.

Ensuite, il y a le cas de la Brigade des martyrs d'Al-Aqsa, un groupe terroriste désigné qui s'est formé comme le bras armé du Fatah. Le célèbre dissident du Hamas, Mossab Hassan Yousef, affirme qu'il a commencé comme garde du corps du prédecesseur d'Abbas, Yasser Arafat. Les relations actuelles de la milice avec le Fatah sont obscures, mais la brigade a enregistré une vidéo prouvant qu'elle a participé à l'invasion d'Israël par le Hamas le 7 octobre 2023. Comme le rapporte le *Palestinian Media Watch*, la brigade a massacré des civils aux côtés du Hamas. Ces vidéos ont été téléchargées sur Telegram par le Fatah.

Corruption

Abbas, âgé de 90 ans, est actuellement dans sa 21e année en tant que président de l'Autorité palestinienne, dans le cadre de son premier mandat de quatre ans. Il a été élu en 2005 et a refusé de se retirer. En 2009, l'Organisation de libération de la Palestine, une organisation entièrement distincte de l'Autorité palestinienne, a prolongé son mandat pour une durée indéterminée. L'Autorité palestinienne n'a pas organisé d'autres élections depuis lors.

Abbas laisse régulièrement entendre qu'il pourrait organiser de nouvelles élections. C'est ce qu'il a indiqué à Macron. Mais il fait souvent marche arrière, blâmant les actions d'Israël, du Hamas ou d'autres acteurs externes.

Sous la direction d'Abbas, l'Autorité palestinienne n'a pas été en mesure — ou n'a pas voulu — imposer son autorité sur ses territoires. Des villes comme Naplouse et Jénine sont devenues des communes anarchiques dirigées par le Hamas et d'autres groupes terroristes.

Abbas n'est pas un partenaire pour la paix. Il dirige une organisation terroriste et parraine d'autres organisations terroristes comme le Hamas. Il n'est pas non plus le visage de la liberté et de la démocratie pour le peuple palestinien. C'est le genre de dictateur que les pays occidentaux ont combattu pour le renverser. Mais dans son cas, l'Occident semble désireux de préserver et d'étendre son pouvoir.

Conséquences

Rien de tout cela n'est nouveau. Pourtant, Emmanuel Macron a toujours l'intention de financer la reconstruction de l'Autorité palestinienne. L'annonce de Macron reconnaissant l'existence d'un État palestinien a encouragé le Royaume-Uni, le Canada et d'autres pays occidentaux à faire de même.

Lors de sa conférence de presse, M. Macron a évoqué l'aide de la France à la « consolidation de l'Etat de Palestine ». Il s'agit presque certainement d'une référence à la greffe de Gaza dans la juridiction de l'Autorité palestinienne. La guerre de Gaza touche à sa fin. La plupart des pays occidentaux souhaitent qu'Israël cède le contrôle de la bande de Gaza post-Hamas à l'Autorité palestinienne. Israël, connaissant la corruption et les sympathies terroristes de l'Autorité palestinienne, a rejeté cette proposition. Pourtant, il semble que Macron soit prêt à faire pression sur Israël pour qu'il fasse des compromis.

La France est l'une des économies les plus avancées au monde. Il s'agit d'un État doté de l'arme nucléaire et disposant d'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU. C'est l'un des pays les plus influents de l'Union européenne. La France dispose d'un pouvoir de pression géopolitique important. Il semble que le président Macron utilise cette pression pour devenir le plus grand et le plus important soutien occidental de l'Autorité palestinienne.

Pourquoi Macron fait-il des pieds et des mains pour soutenir la cause palestinienne ? La politique intérieure peut avoir une influence : La France compte une importante minorité musulmane et des élections présidentielles auront lieu au printemps 2027. Macron ne peut pas briguer un troisième mandat, mais il est possible qu'il s'adresse à l'électorat musulman pour le compte de son parti.

La France, autrefois empire mondial, s'efforce depuis des décennies de préserver son influence dans son ancien empire. La France n'est plus présente en Palestine depuis l'époque de Napoléon, mais Macron pourrait voir dans l'Autorité palestinienne, désespérément en quête de sponsors, un moyen facile d'étendre l'influence de la France.

La Bible prophétise que l'Europe s'impliquera davantage dans les affaires palestiniennes. Le Psalme 83 contient une prophétie selon laquelle les « Philistins », qui représentent le peuple palestinien moderne d'aujourd'hui, s'allieront à « Assur », c'est-à-dire l'Allemagne (versets 6-8). Cette alliance se formera « Et qu'on ne se souvienne plus du nom d'Israël ! » (verset 5). Le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, développe ce point dans le chapitre 4 de sa brochure «*Le roi du sud* ».

Une prophétie d'Osée 5 : 13 affirme que Juda, ou la nation juive d'aujourd'hui, se tournera à nouveau vers l'Assyrie, ou l'Allemagne, pour réparer une « blessure ». En analysant le sens original de l'hébreu et en le comparant aux événements modernes, M. Flurry affirme que cette « blessure » fait référence au processus de paix palestinien. (Le chapitre 2 de sa brochure *Jérusalem selon la prophétie* décrit cette prophétie en détail).

D'autres prophéties montrent que l'Allemagne dominera également le reste de l'UE. La France n'est pas directement visée par ces prophéties, mais en tant que membre de l'UE, elle donne à l'Allemagne le pouvoir de gouverner toute l'Europe. À l'heure actuelle, la France prend l'initiative de parrainer les Palestiniens, à l'instar de la relation que les prophéties annoncent que les Palestiniens entretiendront avec l'Europe.

Il semble que le président Macron soit prêt à joindre l'acte à la parole. Il l'a démontré en reconnaissant la Palestine comme un État. Si cette tendance se poursuit, il faut s'attendre à ce que l'autonomisation des Palestiniens contribue à ce que l'Europe greffe les Palestiniens dans sa sphère d'influence. L'État d'Israël connaîtra alors une crise plus grave qu'il n'en a jamais connue.